

*Message de M. Alain Werner*  
Alumnus de l'UNIGE

Monsieur le Recteur, Mesdames, Messieurs les Professeurs, chers étudiants, chers amis,

C'est un grand honneur pour moi aujourd'hui de vous adresser ces quelques mots.

En réfléchissant à ce que je voulais dire, en particulier aux étudiants qui sont présents dans l'auditoire aujourd'hui, j'en suis venu à penser à mon parcours. Il m'est alors paru évident qu'au vu mes caractéristiques personnelles, j'ai eu une chance inouïe de faire mes études de droit, ici, à l'Université de Genève, et pas à Paris, à New York, à Londres, ou ailleurs.

Et peut-être que me rends compte de cela si clairement aujourd'hui car je ne vis plus à Genève depuis presque 10 ans, que j'habite et travaille à Londres, que j'ai effectué un Masters en droit à l'Université de Columbia à New York et que j'ai aussi habité et travaillé ailleurs, en Europe mais aussi en Afrique et en Asie.

Alors pourquoi cette chance inouïe d'avoir étudié dans ces murs ?

Parce notre Université, a une caractéristique qui je pense est très rare : elle est petite, et elle est grande, toute à la fois :

Petite, par sa taille, parce que située dans une petite ville. Concrètement cela veut dire que si vous voulez entrer à l'Université de Genève et que êtes né ici, vous n'avez pas à vous soucier de devoir entrer dans les meilleures écoles pré – pré – pré – préparatoires à l'âge de 6 ans. Ma fille a 10 mois, et nous avons avec mon épouse Adrienne, déjà dû la pré-pré-pré inscrire dans les meilleurs écoles qu'elle verra peut-être un jour quand elle aura 7 ans. Il est prescrit à Londres le plus sérieusement du monde, de faire impérativement en sorte que votre enfant naisse entre les mois de novembre et de janvier, pour maximiser ses chances d'entrer à Oxford ou Cambridge quand il ou elle aura 20 ans. C'est cela de vivre dans une ville de 12 millions d'habitants.

Moi à l'âge de 10 ans, j'ai doublé ce qui était à l'époque la 6ème primaire de l'école de la Gradelle, à Chêne-Bougeries. Pourtant ce début scolaire pour le moins poussif ne m'a pas empêché des années plus tard de pouvoir entrer en faculté de droit dans cette Université. Et cela m'a permis ensuite notamment de travailler comme avocat pour le bureau du Procureur d'un tribunal international sur le procès pénal d'un chef d'Etat africain. Avec mon curriculum scolaire, dans une grande ville, probablement, jamais je n'aurais pu rentrer dans une très bonne université. Et même si j'avais pu, à Londres ou à New York, je serais encore aujourd'hui, à 38 ans, en en train de rembourser l'emprunt

financier qui m'aurait été nécessaire pour me payer mes études universitaires. Et quand vous avez des centaines de milliers de dollars ou de livres sterlings de dettes à la sortie de la faculté de droit, choisir les droits de l'homme et des années de non salaire, plutôt qu'une carrière d'avocat commercial qui vous permet de rembourser vos dettes en 5 ans est un choix difficile, quel que soit la force de vos idéaux.

J'ai eu cette chance, que l'Université de ma ville me soit accessible, malgré mon parcours scolaire atypique, et qu'elle ne m'ait pas endettée pour la moitié de ma vie d'adulte.

Et puis si cette Université est petite par le nombre d'étudiants, elle est grande, par son excellence académique, son ambition et son dynamisme.

L'année 1993, date à laquelle j'ai commencé mes études de droit, a coïncidé avec le tout début de la formidable et spectaculaire renaissance de mon domaine, le droit pénal international. La résolution 808 du conseil de sécurité des Nations Unies adoptée a créé cette année-là le Tribunal pour l'Ex-Yougoslavie (TPIY).

A la fin de ma licence en 1996, le TPIY, et sa sœur jumelle africaine suite au génocide au Rwanda, le Tribunal pour le Rwanda, n'avaient pas encore déployé une grande activité judiciaire. Et pourtant, j'avais pu en 1995 suivre un séminaire passionnant sur le droit pénal international, séminaire donné par le Professeur Robert Roth, qui vient d'être nommé il y a un mois Juge au Tribunal Spécial pour le Liban par le Secrétaire Général des Nations Unies. La chance de suivre un cours de cette qualité à ce moment donné là m'a suggéré un chemin.

On vous donne ici les armes pour être ensuite magnifiquement ambitieux. Saisissez cette chance avec vous deux bras, nourrissez les rêves les plus grands, n'écoutez jamais ceux qui vous disent qu'il faut être mesuré. Vous comprendrez plus tard la qualité et l'unicité de la formation qu'on vous offre ici. A vous d'en profiter et de la transformer en or, pour toute votre vie.

Merci de votre attention.

### *Message de M. Louca Lerch*

Etudiant de l'UNIGE (retransmission depuis La Paz, Bolivie)

Pourquoi étudier les technologies de l'information géographique en Bolivie, un pays plus connu pour sa culture traditionnelle indigène et ses conflits sociaux que pour ses innovations dans le domaine technique? Le Japon ou la Riviera vaudoise pourraient sembler plus appropriés. Mais parfois la marge en dit autant que la page....

Au départ, il s'agit sans doute d'une fascination pour le choc culturel que représente un dirigeant communautaire aymara manipulant un « smartphone » doté de récepteur GPS...



Mais ne nous laissons pas tromper par cette image d'Epinal postmoderne... l'appareil appartient au photographe. Cependant, il est probable que d'ici quelques années, la fille de ce monsieur possède un appareil similaire... Ces « technologies du pouvoir individualisant », comme dirait Foucault, se répandent très rapidement, partout et simultanément...

C'est en 2001 que cette histoire commence, par un voyage et d'intéressantes rencontres... dont certaines allaient, dès 2005, faire partie de l'équipe gouvernementale du Président Evo Morales. En 2007, diplômés en poche, l'envie de « mettre la main à la pâte » me mène à travailler pour l'administration bolivienne, à la mise en place de systèmes d'information géographiques.

C'est au cours de ces différentes expériences que la problématique d'une thèse m'est apparue. La dispersion et l'inaccessibilité de l'information géographique fiable en Bolivie signifient bien plus qu'un problème d'ordre technique et administratif...

En 2009, la Fondation Boninchi nous a permis, à Irène Hirt et moi, d'initier une recherche sur l'accès et l'usage croissant de ces technologies par les « peuples autochtones » boliviens. Nous avons vu comment l'usage de GPS, associés à une forte

combativité politique ont permis à ces acteurs, d'obtenir en propriété collective d'importantes portions du territoire bolivien. Mais surtout, nous avons pu constater les difficultés rencontrées pour accéder à de l'information géographique de base, telle une carte topographique. Par ailleurs, les résultats de leurs travaux – la cartographie des territoires indigènes – étaient dispersés dans différentes « organisations non gouvernementales » dont la pérennité n'est jamais garantie du fait de leur dépendance envers des financements internationaux.

Cette situation est, selon nous, partiellement liée au mode d'organisation « par projets » que le financement de ce processus avait induit.

Or, loin de représenter une problématique isolée, ce constat nous a inévitablement rapprochés de débats qui nous concernent tous. Des communautés aymaras à l'agglomération franco-valdo-genevoise, la succession incessante des « projets » rend tout processus de régulation chaotique ...

Une des réponses pragmatiques possibles face à cette situation, réside dans la mise en place de véritables politiques publiques de l'information. Le Canton de Genève est, à ce titre, pionnier avec son Système d'Information du Territoire.

C'est partant ces constats que, depuis 2010, je me suis impliqué dans la mise sur pied d'un système équivalent en Bolivie. Mais il s'agit, bien évidemment, de ne pas simplement répliquer une recette technique ... Avec une équipe de la Vice-présidence Bolivienne nous avons formulé un projet qui, bien que financé pour sa première année par la Coopération Suisse au Développement à hauteur de 60%, est pensé pour fonctionner sur fonds publics boliviens à l'avenir. L'usage de logiciels libres permet cette approche à bas coûts, qui constitue à mon sens, un formidable axe de recherche appliquée.

En d'autres termes et pour conclure, le fait de « rechercher » à partir des points de vue d'acteurs périphériques par rapport à ce que Braudel nommait le « système-monde », loin d'être un acte de philanthropie, est une nécessité absolue pour comprendre l'expérience collective que représente le processus de mondialisation. Comprendre à quel point Uni Dufour est reliée par une infinité de connexions, tant à l'immigré bolivien sans-papier qui nettoiera peut-être cette salle dans quelques heures, qu'à sa cousine, Ministre de la Défense en Bolivie. Celle-là même, qui un jour engagera, peut-être, un ingénieur genevois d'origine portugaise pour mettre en place le système de guidage GPS d'avions... chinois.